

PJLUA : l'Assemblée nationale choisit l'agro-industrie au détriment de la majorité des paysan·nes

Communiqué de la Confédération paysanne



PJLUA : l'Assemblée nationale choisit l'agro-industrie au détriment de la majorité des paysan·nes

La Confédération paysanne communique :

"La Confédération paysanne déplore l'adoption du projet de loi d'urgence agricole. Nous sommes scandalisés de voir une majorité de député·es privilégier les lobbies de l'industrialisation de l'agriculture au détriment de l'intérêt de la majorité des paysan·nes et des citoyen·nes. Ce texte est pourtant déconnecté des urgences réelles du monde agricole qui fait face aux aléas climatiques, aux crises sanitaires et aux conséquences déléteres du libre-échange et de la compétitivité à tout prix. Certaines dispositions sont même archaïques et totalement inadaptées.

Les articles relatifs à l'eau sont nuisibles. Le refus de tout objectif de sobriété et d'évolution des pratiques agricoles sur les périmètres de captage, l'affaiblissement des procédures et des instances démocratiques locales, le développement du stockage à marche forcée ne sont pas des solutions. **Nous serons donc mobilisé·es le 7 juin à Rennes** pour un grand rassemblement national, avec plus d'une quarantaine de syndicats et d'organisations, pour refuser ces graves reculs et défendre l'eau, les paysan·nes, la santé publique et les écosystèmes.

Nous craignons fortement que le Sénat acte de nouveaux reculs, en supprimant les quelques avancées obtenues sur la question du revenu. S'agissant de l'acétamipride, nous mettons en garde contre toutes velléités de réintroduire ce néonicotinoïde interdit en France depuis 2020. Il en va de l'intérêt des paysan·nes et des citoyen·nes, qui ont été plus 2 millions à demander la suppression de cette disposition et de la loi Duplomb.

Concernant l'élevage, c'est un passage en force orchestré par le gouvernement pour favoriser l'agrandissement des élevages. Cette orientation délétere va accélérer l'intensification, la spécialisation des régions et la disparition des fermes. Les débats ont révélé l'irresponsabilité d'une partie des député·es vis-à-vis des enjeux de renouvellement des générations et de souveraineté alimentaire.

Alors même que la question du revenu est au coeur de toutes les mobilisations agricoles depuis 2024, la Ministre de l'agriculture et la majorité sénatoriale ont déjà fait part de leur volonté de supprimer la disposition relative aux prix planchers adoptée par les député·es, sans que l'on ne sache ce qu'il adviendra de l'expérimentation des tunnels de prix. Une preuve de plus que ce projet de loi n'est pas la réponse aux urgences sur les fermes, mais bien la compilation des intérêts particuliers de l'agro-industrie."